

**ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE :
RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, RÉGIONS ET
INDUSTRIALISATION**

Jacques BRASSEUL

Professeur, CRERI, Université de Toulon et du Var

Dans les années soixante les approches en termes de facteurs déterminants de la révolution industrielle -les divers prérequis de Walt Rostow, la révolution agricole pour Paul Bairoch, les innovations pour David Landes, les échanges internationaux pour Éric Hobsbawm, la poussée démographique et le commerce extérieur pour Phyllis Deane ou Peter Mathias- ont connu une grande diffusion. Ces analyses ont été très contestées par la suite et l'idée de facteurs clés, de conditions suffisantes et uniques qui auraient entraîné la révolution industrielle, est maintenant abandonnée. Tout au plus est-il question de facteurs nécessaires comme la modernisation agricole, ou d'autres qui ont joué un rôle positif comme les transports ou le commerce extérieur ; la complexité du phénomène interdit de retenir une explication univoque. Parmi les interprétations anglo-saxonnes de la révolution industrielle qui vont à l'encontre des optiques traditionnelles, on peut citer celles de North, Heilbroner (1989), Rosenberg et Birdzell (1986) qui s'intéressent surtout à *ses origines* ; et celles de Pollard (1981), Cameron (1993) et Hudson (1992), et des cliométriciens, partisans de l'économétrie rétrospective, qui s'attachent plutôt à *ses caractéristiques* en Angleterre et sur le continent.

Douglass North (1981, 1990, 1992), chef de file du courant néo-institutionnaliste de la *New Economic History*, considère le phénomène comme l'aboutissement d'un long processus de renforcement des droits de propriété commencé dès le Moyen Âge et qui ne correspond pas à une véritable rupture. La vraie révolution économique est pour lui celle de la fin du XIX^{ème} siècle (qu'on a coutume d'appeler ailleurs *deuxième révolution industrielle*), parce

qu'elle correspond à l'application de la science moderne aux processus productifs, alors que les innovations du XVIII^{ème} siècle relevaient du bricolage ingénieux sans lien avec la recherche scientifique. Cette révolution économique est la deuxième, après la révolution néolithique, car : *"la première a créé l'agriculture et la «civilisation» ; la seconde a créé une courbe d'offre élastique de connaissances nouvelles qui a incorporé la croissance économique dans le système. Les deux révolutions économiques méritent ce titre parce qu'elles ont changé la pente de la courbe d'offre du produit à long terme de façon à permettre une croissance démographique continue sans les conséquences désastreuses du modèle économique classique"*¹.

Les institutions et leur évolution donnent la clé de la performance des économies, c'est-à-dire de la croissance. À côté des *coûts de production*, retenus par l'analyse économique, les *coûts de transaction* ont été négligés jusqu'à ce que Ronald Coase observe dans un article de 1960 que les marchés parfaits de la théorie néoclassique supposent des coûts de transaction nuls, ce qui est peu conforme à la réalité.

Les coûts de transaction résultent de la gestion et de la coordination du système économique dans son ensemble². Ainsi dans une société complexe, la plupart des gens - de l'avocat au comptable, de l'homme politique au banquier - ne sont pas engagés directement dans des activités de production des marchandises, mais dans des activités visant à réduire ces coûts qui représentent environ la moitié du PNB, d'après les estimations de North pour l'économie américaine. Ce sont tous les coûts qui ne sont pas liés au processus physique de production : *"des coûts institutionnels d'information, de négociation, de rédaction et d'exécution des contrats, de délimitation et respect des droits de propriété, de contrôle des résultats, et de modification des arrangements institutionnels"*³. On peut les classer en trois catégories :

- *coûts de recherche* qui concernent l'information préalable nécessaire à l'échange ;
- *coûts de négociation*, impliqués par la détermination des conditions et termes de l'échange ;
- *coûts d'application (enforcement)* des contrats au sens large, c'est-à-dire tout le côté juridique qui découle de leur mise en œuvre conforme aux termes initiaux.

Des coûts de transaction élevés constituent un obstacle à la croissance et

¹ Il s'agit bien sûr du piège malthusien (*malthusian trap*) où tout accroissement de la population avec des techniques inchangées se heurte à des rendements décroissants, une baisse du produit par tête entraînant pénurie et famines, et finalement un recul démographique, comme cela a été le cas aux XIV^{ème}-XV^{ème} siècles, et à nouveau au XVII^{ème}.

² Voir Dutraive V., 1995, "L'analyse des coûts de transaction", *Cahiers du GRATICE*, Université Paris XII, n° 8.

³ New Palgrave Dictionary of Economics, 1990.

le rôle des institutions est justement de réduire ceux-là pour favoriser celle-ci. L'histoire économique de l'Occident et le succès des pays qui ont fait leur révolution industrielle, est l'histoire de la mise en place progressive d'institutions adaptées, propres à contenir la montée des coûts de transactions qui accompagne la division accrue du travail et donc la complexité croissante des sociétés. En effet, dans une communauté réduite, les liens personnels limitent ces coûts car les participants à l'échange se connaissent et sont donc obligés d'adopter des normes d'équité. Lorsque les marchés s'élargissent, au contraire, les relations économiques deviennent impersonnelles et il faut protéger les contractants des fraudes ou abus et autres pratiques coûteuses ou dissuasives des échanges par tout un arsenal institutionnel, notamment juridique. La morale inculquée dès le plus jeune âge permet de limiter également les coûts de transaction car elle implique la nécessité d'un contrôle moindre, les individus tendant à se comporter de façon honnête et équitable pour rester en accord avec leurs principes plus que par crainte des conséquences légales.

Les *institutions* sont définies comme les règles, les codes de conduites, les normes de comportement, mais aussi la manière dont ces conventions sont appliquées (soit par soi-même, soit par la partie adverse, soit par l'État). Les droits de propriété sont essentiels ici (le cadre théorique développé par North est connu sous le nom de théorie des *property rights*) ; et particulièrement dans le domaine de l'innovation : la propriété des inventeurs sur leur invention, avec un système de protection du type brevet ou licence. En termes néoclassiques, le taux de rendement social de l'invention doit s'approcher du taux de rendement privé, c'est-à-dire que non seulement la société dans son ensemble, mais aussi l'inventeur, en bénéficient. Ainsi les institutions conditionnent le changement et le progrès technique et économique.

On doit distinguer les institutions des *organisations* comme les entreprises, les administrations, les groupes de pression, les associations, etc., qui dans le langage courant sont appelées justement institutions. Les *organisations* sont les joueurs, et les *institutions* les règles du jeu. Elles changent avec le temps, s'adaptent aux nouvelles techniques, aux modifications des prix relatifs, aux nouvelles idées, de façon essentiellement continue, progressive, selon des voies tracées par la structure institutionnelle passée. C'est ce qu'on appelle la *dépendance par rapport au sentier* ("path dependance"), formule imagée qui implique que le présent est dans une large mesure conditionné par le passé, et que des tendances lourdes se maintiennent de par les forces d'inertie des sociétés et des comportements, ce que John Stuart Mill appelait déjà "*l'esclavage des circonstances antérieures*". Par exemple la bureaucratie centralisée de la couronne castillane, "*orientée pour le seul profit de cette dernière*", produit par-delà les siècles le sous-développement des anciennes colonies espagnoles en Amérique ; alors que la grande charte de 1215 en Angleterre, premier jalon dans l'établissement de droits de propriété sûrs, et tous les progrès institutionnels jusqu'au triomphe du Parlement en 1689, sont à

l'origine du succès économique, non seulement de l'Angleterre, mais aussi des anciennes colonies anglaises d'Amérique, et en premier lieu les États-Unis.

Appliqué à l'histoire économique, le cadre théorique ainsi posé permet à North (1992) d'affirmer que *"l'essor du monde occidental⁴ est l'histoire d'innovations institutionnelles réussies (où les cas d'échec ne manquent cependant pas) qui sont venues à bout de la faim et des famines, des maladies et de la pauvreté, pour produire le monde développé moderne."*

Mais comment ce cadre institutionnel favorable a-t-il pu être mis en place et pourquoi l'Europe en a-t-elle été le théâtre ? Le fil conducteur qu'on retrouve à travers les différents ouvrages de North est l'expansion de la population. Il s'agit de l'élément initial, du *primum movens* qui introduit des variations dans les prix relatifs à l'origine des bouleversements. Ce n'est donc pas le changement technologique ou l'accumulation du capital qui sont les facteurs déclencheurs du progrès comme d'autres auteurs l'ont soutenu, car ces éléments ne sont que des aspects de la croissance elle-même et non sa source : *"Ils ne sont pas les causes de la croissance, ils sont la croissance"*.

Au départ l'expansion démographique dans des peuples de chasseurs conduit à un lent épuisement des ressources et donc à l'affirmation progressive des droits de propriété des groupes sur leur territoire. Ce renforcement des *"property rights"* a mené à la première révolution économique (celle du néolithique) par l'incitation accrue à utiliser de nouvelles techniques (le passage à l'agriculture sédentaire). Cette transformation majeure aura pour conséquences l'intensification de la division du travail et des échanges, ainsi que l'apparition de l'État qui est chargé d'appliquer les droits de propriété.

La chute de L'Empire romain d'Occident ouvre une période de chaos en Europe d'où émergent graduellement des îlots de stabilité et d'ordre. Vers la fin du X^{ème} siècle les invasions normandes, arabes, magyares cessent, la division du travail et les échanges progressent à nouveau, et la productivité dans l'agriculture s'élève, ce qui permet la reprise de la croissance démographique. Le prix de la terre tend alors à monter relativement au travail, provoquant des réponses techniques comme les rotations culturales et l'utilisation des premières machines, les moulins, mais insuffisantes pour enrayer les rendements décroissants et la population s'effondre finalement avec la crise du XIV^{ème} siècle.

Les changements dans les techniques militaires mènent de leur côté au démantèlement du féodalisme et au renforcement des monarchies. Celles-ci vont échanger la protection qu'elles garantissent aux droits de propriété, contre

⁴ Titre de son ouvrage de 1973, avec R.T. Thomas, *"The Rise of the Western World, a New Economic History"*, Cambridge University Press, trad. : *"L'essor du monde occidental"*, Flammarion, 1980.

le droit de taxer les activités privées. Entre le XV^{ème} et le XVIII^{ème} siècle certains pays mettent en place des institutions favorables au progrès économique (la Hollande et l'Angleterre) tandis que d'autres échouent à le faire (les "also-rans"⁵ comme l'Espagne et la France). Ces institutions permettent de contenir la montée des coûts de transaction, d'accroître la productivité de telle façon que la tendance aux rendements décroissants dans l'agriculture soit contrée, de récompenser les innovateurs, bref de rassembler finalement les conditions favorables à la révolution industrielle.

Celle-ci consiste en une spécialisation accrue permise par un élargissement des marchés, et un changement dans l'organisation économique pour limiter les coûts de transaction, ce qui a favorisé à son tour les innovations techniques et la croissance. Mais c'est la deuxième révolution industrielle à la fin du XIX^{ème} siècle caractérisée par la "croissance du stock des connaissances" et l'interpénétration totale de la science et de la technologie qui constitue en fait le point de rupture majeur, comparable à ce qu'a été la révolution néolithique, et North peut alors parler d'une seconde révolution économique amenant : "une courbe d'offre élastique des connaissances nouvelles, une technologie capitalistique et la nécessité de changements majeurs de l'organisation économique pour réaliser le potentiel de cette technologie" (1981).

Ces changements sont ceux que nous connaissons au XX^{ème} siècle, c'est-à-dire l'hyperspécialisation et la hausse sans précédent des niveaux de vie, et là encore le développement de tout un secteur tertiaire qui devient dominant et dont le rôle est de coordonner et de faire fonctionner une société de plus en plus compliquée ("de permettre des échanges complexes") en réalisant une "adaptation efficace" (North, 1994). La croissance n'est donc possible que par le jeu d'équilibre entre les deux types de coûts : les coûts de production qui baissent avec les changements technologiques, les coûts de transaction qui augmentent avec la complexification de la société, et les institutions qui s'adaptent pour limiter cette augmentation. Si cette adaptation n'est pas réussie et si les coûts de production ne baissent pas suffisamment pour compenser la hausse des coûts de transaction, la croissance peut être bloquée comme dans nombre de sociétés aujourd'hui à l'Est et au Sud.

L'analyse de North a été très critiquée et le rôle des droits de propriété est seulement retenu comme un élément parmi d'autres dans les origines de la croissance moderne par la plupart des auteurs qui refusent donc le grand schéma monocausal proposé. Certains critiquent des interprétations historiques de l'auteur, notamment à propos des relations féodales (Fenoaltea, 1975)⁶,

⁵ Les non-classés, selon la terminologie de l'auteur (ont aussi couru, mais n'ont pas été classés!).

⁶ Fenoaltea S., 1975, "The Rise and Fall of a Theoretical Model: The Manorial System", *Journal of Economic History*, 35.

d'autres plus généralement l'aspect déterministe (Jones, 1974)⁷ et même naïf (O'Brien, 1986)⁸ du modèle qui étend la même analyse néoclassique coût/bénéfice aux institutions et à toutes les sociétés du passé (Dockès et Rosier 1991)⁹. d'autres encore (Field, 1981¹⁰ ; Crafts, 1987¹¹) insistent sur l'échec de la tentative d'inclure les règles, les institutions, dans l'enchaînement des causes et des effets, au lieu de les considérer comme une donnée extérieure. En effet l'analyse économique néoclassique retient habituellement quatre variables exogènes, non économiques :

- les ressources ;
- la technologie ;
- les préférences ;
- les règles.

Dans l'analyse de North au contraire, les règles deviennent endogènes, c'est-à-dire que les changements institutionnels sont liés aux autres variables du modèle de la façon suivante :

Ressources naturelles + variations de la population → changements dans les ratios terre/travail → changements dans les prix relatifs → changements institutionnels et techniques → croissance ou non.

Dans ce modèle les institutions sont *endogénéisées*, en ce sens qu'elles ont des causes économiques, mais aussi des conséquences économiques. Par exemple l'accroissement de la population mène à la révolution de l'agriculture, qui favorise l'apparition d'une institution nouvelle : l'*État*, ce qui à son tour permet le renforcement des droits de propriété et la poursuite des échanges, de la division du travail et de la croissance.

Cette tentative de rendre les règles endogènes échoue cependant car selon les diverses époques étudiées on ne peut établir un schéma causal clair et unique lié aux changements démographiques. Par exemple North et Thomas (1973) sont bien en peine d'expliquer (Field, p. 182) comment la chute démographique des XIV^{ème}-XV^{ème} siècles aboutit au démantèlement du féodalisme alors que dans un premier temps ce recul des relations féodales provenait selon eux de la croissance de la population jusqu'au XIII^{ème} siècle. En définitive, pour ces critiques, on ne peut pas trouver un modèle explicatif

⁷ Jones E.L., 1974, "Institutional Determinism and the Rise of the Western World", *Economic Inquiry*, XII(1).

⁸ O'Brien P., 1986, "Do We Have a Typology for the Study of European Industrialization in the XIXth Century?", *Journal of European Economic History*, 15(2).

⁹ Dockès P. et Rosier B. coord., 1991, "Économie et histoire, nouvelles approches", *Revue Économique*, 42(2), Mars.

¹⁰ Field A.J., 1981, "The Problem with Neoclassical Institutional Economics: A Critique with Special Reference to the North/Thomas Model of Pre-1500 Europe", *Economic History Review*, 18.

¹¹ Crafts N.F.R., 1987, "Economic History", *New Palgrave Dictionary of Economics*, MacMillan.

simple des changements institutionnels et la question de leurs origines économiques reste encore largement sans réponse.

Dans un livre récent qui cherche à expliquer "*Comment l'Occident s'est enrichi*" (1986), **Rosenberg et Birdzell** insistent avant tout, dans un cadre général néoclassique, sur "la naissance d'une *sphère économique autonome*" et sur le rôle des *innovations* d'ordre technique, mais aussi commercial et institutionnel. À la fin du Moyen Âge en Occident le remplacement progressif des pratiques de confiscation et de spoliation de l'État par des impôts réguliers a été un puissant facteur du développement économique. Les richesses n'ont plus besoin d'être dissimulées, la sécurité des biens est mieux garantie. Les échanges, les investissements et le calcul économique en sont favorisés. Cette mutation n'a pas été réalisée en Asie et dans les pays d'Islam, où les exactions du pouvoir vis-à-vis des producteurs et des marchands ont duré beaucoup plus longtemps, ce qui explique que l'accumulation du capital ne s'y est pas produite comme en Europe.

La chute de la féodalité voit également à la Renaissance le "desserrement des contraintes" des autorités politiques ou religieuses vis-à-vis des activités économiques. Les transactions deviennent plus libres et le partage entre les unités soumises à une réglementation étatique (manufactures et corporations) d'une part, et les entreprises libres de déterminer leur production et de fixer leurs prix, d'autre part, se fait progressivement à l'avantage des secondes. Les industries rurales, proches des matières premières et des sources d'énergie vont pouvoir échapper aux réglementations tatillonnes régnant dans les villes.

L'autre aspect est celui des innovations facilitées par l'avènement d'un esprit scientifique au XVII^e siècle, basé sur la méthode expérimentale. La division de l'Europe en multiples nations et la foule des artisans et entreprises décentralisés garantissait une sorte d'assurance collective pour la société : sur le nombre on était sûr de ne pas perdre une idée intéressante. Les groupes qui auraient pu résister à telle ou telle invention étaient également dans une position moins favorable du fait de cette décentralisation extrême des décisions et des possibilités d'investissement. Ces innovations ne concernent pas seulement les techniques nouvelles bien connues comme les métiers à filer et à tisser, les forges, les machines à vapeur, etc., mais elles doivent être prises dans un sens large qui inclut :

- la découverte de marchés neufs et de nouvelles formes d'échange fournis par les armateurs et les marchands-aventuriers que l'Europe lance sur les mers du globe à partir du XV^e siècle ;

- l'apparition de produits nouveaux et bon marché qui atteignent les masses plus que les privilégiés, comme les textiles de coton au XVIII^e siècle, les moyens de conservation des aliments au XIX^e siècle, ou des services comme l'éducation et les transports ;

- les innovations dans l'organisation, notamment des firmes, caractérisées

par un processus de diversité croissante. On peut citer toutes les formes d'entreprises en renouvellement permanent (par exemple au XIX^{ème} siècle les sociétés anonymes, les coopératives, les divers types de banques, etc.).

Robert Heilbroner, auteur de nombreux manuels d'économie¹² et d'ouvrages sur le capitalisme, réédite en 1989 (version "revised for the 1990s") un livre d'histoire des faits économiques (1962), classique dans les pays anglo-saxons mais non traduit en français. Il part du problème économique de base, celui de la rareté, pour présenter de façon originale les diverses réponses que les sociétés humaines lui ont apportées au cours de l'histoire : *la tradition, l'autorité et le marché*. La dernière réponse étant paradoxalement la plus révolutionnaire, et la plus récente à l'échelle historique, ce qui réduit le système socialiste de planification centralisée soviétique à une énième version du système de commande, vieux de plusieurs millénaires. L'auteur développe ensuite les étapes de l'apparition du marché, selon l'analyse de Polanyi, jusqu'à la révolution industrielle, les changements dans la structure des marchés au XIX^{ème} siècle, la grande dépression des années trente, pour terminer sur l'évolution du capitalisme et de l'économie mondiale depuis 1945.

Il insiste sur la relation villes-campagnes, cruciale dans l'origine du développement en Occident et l'extension des relations de marché. À la question pourquoi ces relations ont-elles pu se développer en Europe, expliquant finalement la révolution industrielle au XVIII^{ème} siècle, et pas ailleurs, en Chine ou dans les pays musulmans, ou encore dans les empires d'Afrique ou d'Amérique précolombienne, on peut donner la réponse suivante. L'Europe occidentale a été le théâtre d'un événement majeur, d'un véritable cataclysme *qu'aucune des autres grandes civilisations n'a connu* : il s'agit de la disparition complète, radicale, d'un pouvoir centralisé et autoritaire avec la chute de l'empire romain aux IV^{ème} et V^{ème} siècles de notre ère. Le millénaire qui a suivi, période qui correspond au Moyen Âge, a été caractérisé par un émiettement du pouvoir, une absence d'autorité unique sur les peuples européens, et au contraire, jusqu'à l'apparition des États-Nations modernes au XV^{ème} siècle, l'existence d'une multitude de seigneuries rivales, dont l'autorité ne s'étendait au mieux qu'au cadre régional. Ce *vide du pouvoir central* a laissé la place à une plus grande liberté que justement les cités se sont efforcées avec succès de conquérir en développant leurs franchises. La montée des villes à partir du XI^{ème} siècle, carrefours et donc lieux privilégiés de l'échange, c'est-à-dire de la spécialisation et du marché, expliquerait la naissance du capitalisme en Occident. Nulle part ailleurs, que ce soit en Chine, en Inde ou dans les pays d'Islam, les villes, soumises à un pouvoir centralisé fort, n'ont pu développer ces libertés économiques, libertés qui ont été préservées en Europe malgré le retour des États autoritaires, avec les monarchies absolues guidées par les principes

¹² Notamment un livre d'histoire de la pensée économique : *The Wordly Philosophers* (les philosophes du temporel, ou du monde matériel), traduit en français au Seuil sous le titre : *Les grands économistes*, 1971.

mercantilistes, du XV^{ème} au XVIII^{ème} siècle.

Cependant l'organisation de la production industrielle dans les villes-mêmes sous forme des organisations de métiers : guildes, jurandes, corporations - un progrès par rapport à l'économie domaniale fermée des siècles obscurs après la chute de Rome - va devenir un obstacle à l'extension du marché à cause des multiples réglementations et de l'absence de concurrence. Si "l'air de la ville rendait libre" au Moyen Âge, c'est l'air de la campagne qui va jouer ce rôle pour les entreprises à partir du XVI^{ème} siècle avec ce qu'on a appelé le "*putting out system*" (littéralement "système où l'on place hors" des villes les industries), parce que les réglementations urbaines corporatistes et étatiques n'y ont pas cours. Ce développement d'industries rurales est à l'origine d'une proto-industrialisation qui va caractériser un certain nombre de régions du vieux continent.

Sidney Pollard, dans son ouvrage majeur, "*Peaceful Conquest*" (1981), soutient que l'industrialisation de l'Europe n'a pas été un processus national, mais plutôt régional. Des provinces comme les Flandres orientales et celle de Liège en Belgique, les départements du nord, la région de Lyon et l'Alsace en France, la Suisse et la vallée du Rhin en Allemagne ont connu une révolution industrielle presque concomitante de l'anglaise. La seule différence entre l'Angleterre et le continent était que celle-là avait plus de régions concernées par le changement et que les autres pays en avaient moins. La révolution industrielle doit donc être étudiée au niveau des régions d'Europe occidentale et ne pas se limiter à la Grande Bretagne¹³. L'industrie moderne est apparue selon des "taches" géographiques débordant les frontières et dont la présence peut s'expliquer par divers facteurs :

- l'existence de gisements de fer ou de charbon ;
- la présence d'un vieux centre d'industries traditionnelles ayant permis un développement proto-industriel débouchant sur le *factory system* ;
- une maîtrise technologique ancienne prête à s'adapter ;
- l'absence de réglementation corporatiste et de contrôle étatique, comme en Flandres, favorisant la montée des relations de marché ;
- la proximité d'un grand port : la facilité des transports et le commerce international exerçant des effets industrialisants bien connus ;
- des marchés et débouchés accessibles.

Une approche régionale pour l'étude du phénomène d'industrialisation au XIX^{ème} siècle en Europe est donc nécessaire pour compléter l'approche traditionnelle en termes de pays. Jusque là, en effet, on a considéré l'industrialisation du vieux continent comme la juxtaposition de diverses "révolutions industrielles" séparées. On essaie ainsi d'expliquer indépendamment, dans les manuels, "la précocité de la révolution industrielle

¹³ On peut ajouter les régions du nord-est des États-Unis dont le développement industriel date de la fin XVIII^{ème} siècle-début XIX^{ème} siècle.

en Grande Bretagne", son "accélération en Allemagne au XIX^{ème} siècle", ou "les difficultés du démarrage en France".

L'État national est bien sûr un cadre pratique pour l'étude de l'industrialisation, car la politique économique est décidée au sommet et s'étend aux limites du pays. Elle prend une importance croissante au XIX^{ème} siècle avec le rôle accru des autorités dans l'industrialisation des pays d'Europe continentale, par opposition au laissez-faire qui caractérise l'Angleterre et sa révolution industrielle à la fin du XVIII^{ème} siècle. De même, les protections douanières, la monnaie, les lois, les institutions, les réglementations corporatives, et même les statistiques, sont autant d'éléments qui entrent dans le cadre national, et donc justifient et facilitent les études par pays.

Il n'en reste pas moins vrai que cette approche est inadaptée, car *"l'industrialisation de l'Europe n'a pas procédé pays par pays"*. De nombreuses régions d'Angleterre, de France ou d'Allemagne restent à l'écart de l'industrialisation, tandis que sur le continent les régions industrialisées recouvrent et débordent les frontières politiques. Par exemple la France industrielle se trouve au nord-est d'un axe Normandie-Provence, tandis que l'Elbe sépare l'Allemagne industrialisée à l'ouest, de l'Allemagne rurale à l'est. Sur le continent, la première région industrialisée est à l'ouest : elle va du nord de la France jusqu'à la Suisse en suivant une forme de croissant comprenant la Belgique, la Ruhr, la Westphalie et l'Alsace ; on peut constater qu'elle recouvre cinq pays différents : France, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Suisse. La seconde, à l'est, inclut la Silésie, la Bohême et la Saxe, qui ont appartenu à quatre pays au cours de leur histoire (Pologne, Autriche, République Tchèque, Prusse). La Belgique, "pays-province" de par sa taille, réunit toutes les conditions favorables à l'industrialisation : région carrefour de l'Europe, vieille tradition industrielle et urbaine, à proximité de la Grande Bretagne et de ses innovations, gisements miniers. Le nord de la France se spécialise dans les textiles de qualité pour résister à la puissante industrie cotonnière du Lancashire. De même ses industries métallurgiques exportent vers les pays du sud du continent, jouant ainsi le rôle de pays intermédiaire entre ceux-ci et l'Angleterre plus avancée, un peu comme les NPI asiatiques aujourd'hui face au Japon. Les régions industrialisées d'Allemagne rempliront la même fonction vis-à-vis de la Grande Bretagne dans les marchés d'Europe centrale. Chaque région a utilisé ses avantages comparatifs pour stimuler l'industrialisation en développant les échanges multilatéraux. Pollard rejette cependant les explications liées à des différences culturelles ou religieuses entre les régions à la façon de Max Weber :

"Au fur et à mesure qu'on avance vers la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et l'ère des sociétés anonymes avec leur type de recrutement de plus en plus compétitif pour les cadres supérieurs, il semble de moins en moins vraisemblable que les idiosyncrasies des entrepreneurs régionaux (la religion calviniste en Alsace par exemple) aient eu un effet propre."

Tous ces éléments montrent l'insuffisance des explications politiques. La dynamique de l'industrialisation est régionale et il convient d'étudier les liens, les phénomènes de propagation d'une zone à l'autre, dans un cadre européen global et non strictement national. Des relations intra et inter-régionales complexes caractérisent l'industrialisation et il importe de les analyser. L'auteur reconnaît pour cela sa dette intellectuelle envers les grands auteurs :

"Parmi les économistes, c'est surtout François Perroux qui a incorporé l'expérience de cette phase (de la première industrialisation européenne) dans sa notion de pôle de croissance dans lequel une industrie motrice* établit une position dominante et peut-être monopolistique, construisant un complexe d'autres industries et de services autour d'elle."*

"Les deux effets du développement régional, backwash effect qui rend compte de l'accroissement des écarts entre régions, et spread effect qui explique les retombées positives sur les régions voisines, ont été précisément analysés par Gunnar Myrdal, et retenus par les économistes du développement."

La révolution industrielle en Europe n'a pas été la répétition d'un même modèle par les divers pays les uns après les autres, mais plutôt *"un processus unifié et complexe d'adaptation continue à des marchés ouverts à l'échelle continentale"*. En effet le continent voit librement circuler les techniques et le capital, les entrepreneurs et les experts. Il est bien connu par exemple que les capitaux et les conseillers anglais ont permis le démarrage de l'industrie moderne en France, en Belgique, en Allemagne, et que plus tard les experts et les investissements français et allemands ont promu le développement en Espagne, au Portugal, en Italie, en Autriche et en Russie. Le rôle international du *Crédit mobilier* des frères Péreire est un exemple particulièrement significatif à cet égard. En outre, un processus d'uniformisation est à l'œuvre en Europe et en Amérique, amplifié dans le monde entier par le colonialisme, avec la fondation d'organismes tels l'Union postale universelle, de règles comme les lois de Berne sur le *copyright*, les accords de standardisation ferroviaire ou le système monétaire international de l'étalon-or, qui ont pu faire croire, après pratiquement un siècle sans conflit majeur sur le continent depuis 1815, à la réalisation de la paix universelle grâce à l'interdépendance économique. Le retour au protectionnisme à la fin du siècle, situation qualifiée de *néo-mercantiliste* par l'auteur, est le préalable, et sans doute une des causes, des cataclysmes de la première moitié du XX^e siècle qui mirent fin à la suprématie économique et politique de l'Europe occidentale.

Pollard divise son ouvrage de façon chronologique en adoptant cette approche régionale. Il étudie dans un chapitre introductif la révolution industrielle en Grande Bretagne, pays à partir duquel le phénomène de l'industrialisation "tache d'huile" a démarré, puis dans une première partie la

* En français dans le texte, et traduit par Pollard en *Growth-point* et *leading industries*.

phase d'intégration économique, qui va jusqu'à la grande dépression des années 1870. Partant du cadre pré-industriel de l'Europe continentale (chapitre 2), il étudie les premières régions industrialisées (chapitre 3) et les voies de transmission de cette modernisation (chapitre 4), avant de présenter les régions périphériques (chapitre 5). La deuxième partie concerne la *phase de désintégration économique* qui va jusqu'à la deuxième guerre mondiale (chapitres 6 à 8), tandis qu'un chapitre 9 sert d'épilogue en retraçant l'évolution d'après-guerre en deux Europes "réintégrées" de part et d'autre du rideau de fer.

Rondo Cameron est l'auteur d'un manuel très complet d'histoire économique (1993) qui va des origines à nos jours et ne se limite pas à l'Occident puisqu'il comprend des développements sur l'Islam, l'Afrique, l'Amérique précolombienne et l'Orient. Le chapitre introductif rappelle la place du développement économique dans l'histoire en insistant sur la notion de *logistique de la croissance économique*. Chaque phase d'expansion démographique (par exemple, XIème-XIIIème siècles, fin du XVème-XVIème siècle, XVIIIème-XIXème siècles) est suivie d'une phase de recul ou de déclin relatif (XIVème-XVème, XVIIème, XXème siècles), et s'accompagne de progrès et de crises économiques parallèles. Selon cette trame, Cameron analyse les économies de l'Antiquité, du Moyen Âge et de la période mercantiliste. Près de la moitié de l'ouvrage est cependant consacrée à la révolution industrielle que l'auteur considère cependant comme un "*misnomer*" (une appellation mal choisie), étant donné la lenteur des changements qui s'étalent sur quatre siècles! Par exemple, en 1800 les machines à vapeur, le nouveau moteur de l'époque, ne représentent encore qu'un cinquième de la puissance fournie par la vieille énergie hydraulique ; en 1841, l'industrie par excellence de la révolution industrielle, celle du coton, n'emploie que 5 % de la main-d'œuvre non agricole, et en 1851 le recensement en Angleterre montre que l'agriculture fournit toujours le plus grand nombre d'emplois, suivie par les services domestiques. Cameron cite la formule de l'historien d'avant-guerre J.H. Clapham : "*La direction vers l'état industriel était fixée, mais le voyage n'en était pas encore à la moitié du chemin*". Il propose "une nouvelle vision de l'industrialisation européenne", où deux facteurs ont joué un rôle essentiel : *le charbon*, la source d'énergie pour les nouvelles machines et la sidérurgie, et *le capital humain* qui s'est révélé "*capable dans de nombreux cas de se substituer à (ou de compenser) d'autres facteurs manquants ou insuffisants*". Sur le continent, les régions riches en charbon comme la Belgique ont suivi le modèle britannique d'industrialisation, les autres ont dû trouver des voies différentes, comme Gerschenkron le premier l'a indiqué. En Allemagne, si la Ruhr et la Silésie correspondent plus au cas des régions britanniques, des différences régionales énormes subsistent longtemps dans les divers États, de même qu'en Autriche-Hongrie où la mosaïque culturelle accentue encore le phénomène. Cameron nous rappelle ainsi que la Prusse atteint des taux d'alphabétisation élevés (80 %), mais qu'en Bavière 60 % de la population adulte est encore

illettrée vers 1850. La Bohême et la Moravie fournissent à elles seules plus de la moitié de la production industrielle de l'empire des Habsbourg, l'Autriche 30 %, tandis que les autres provinces sont complètement sous-industrialisées. Le cas de la France, le plus éloigné du modèle anglais à cause de la rareté du charbon, pourrait bien aussi être le plus proche de celui de la plupart des pays continentaux. La nécessité de davantage reposer sur l'énergie hydraulique, impossible à concentrer, explique les caractéristiques de l'industrie française : la persistance de petites entreprises, la dispersion et la faible urbanisation relative, caractéristiques qu'on retrouve dans les pays sans ressources minières comme l'Italie ou la Suisse. Enfin l'auteur étudie le cas de cinq petits pays qui ont réussi leur industrialisation au XIX^{ème} grâce surtout à leurs ressources humaines : la Suisse, la Suède, le Danemark, la Norvège et la Hollande. Leur situation s'éclaire par contraste avec les pays du sud de l'Europe et la Russie qui ne réussissent pas à s'industrialiser dans la même période faute d'un capital humain de qualité (les taux d'alphabétisation par exemple y sont les plus bas du continent - 5 à 10 % en Russie, 25 % en Espagne, contre 90 % en Suède, 70 % en Angleterre et 60 % en France vers 1850).

Les études de la *Nouvelle Histoire Économique* (voir **Roderick Floud & Donald McCloskey** eds, rééd. 1994), sur la base des techniques de calcul informatique et de modélisation économique, tendent également à revenir sur l'idée d'une révolution industrielle concentrée sur quelques décennies, ce qui conforte la vision gradualiste des auteurs comme Cameron. Ces analyses économétriques ont permis de voir sous un jour très différent les évolutions en jeu : l'augmentation de la production et de la productivité a été limitée, le changement technologique très lent à se diffuser, le rôle des entrepreneurs d'industrie plus réduit qu'on ne le pensait, les secteurs modernes sont restés longtemps marginaux, les niveaux de vie ouvriers n'ont pas été affectés avant 1830, etc. La croissance macroéconomique en Angleterre pendant la révolution industrielle a été tout d'abord étudiée par Hoffmann (1955)¹⁴ puis Deane et Cole (1962)¹⁵ et plus récemment par Crafts (1985)¹⁶ et Lee (1986)¹⁷ qui obtiennent des chiffres encore plus faibles. Ces thèmes et ces résultats sont présentés dans l'ouvrage collectif en trois volumes de Floud et McCloskey, qui tend à devenir, dans le monde anglo-saxon, le nouveau manuel de base pour l'histoire économique britannique. Extrêmement riche et très à jour (la deuxième édition entièrement nouvelle date de 1994), faisant appel aux meilleurs spécialistes de la discipline, il porte sur la période allant de 1700 à

¹⁴ Hoffmann W. G., 1955, *British Industry 1700-1950*, Oxford.

¹⁵ Deane P. et Cole W. A., 1962, *British Economic Growth 1688-1959*, Cambridge University Press.

¹⁶ Crafts N.F.R., 1985, *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, Oxford, critiqué par J.Hoppit, 1990, "Counting the Industrial Revolution", *Economic History Review* 43(2) et Berg et Hudson, 1992, "Rehabilitating the Industrial Revolution", *Economic History Review* 45 (1).

¹⁷ Lee C. H., 1986, *The British Economy since 1700, a Macroeconomic Perspective*, Cambridge.

nos jours (Vol. 1 : 1700-1860 ; Vol. 2 : 1860-1939 ; Vol. 3 : 1939-1992). Cette publication mériterait à elle seule une recension particulière qu'on ne peut faire ici¹⁸. Dans le même sens, celui d'une réévaluation à la baisse de l'importance de la révolution industrielle anglaise, des études sociologiques se sont attachées à montrer que la faiblesse industrielle actuelle de la Grande Bretagne trouvait ses racines dès le XVIII^e siècle et qu'en fait les entrepreneurs industriels de l'époque n'avaient jamais vraiment réussi à ébranler le pouvoir des aristocrates terriens. C'est le phénomène du "*gentlemanly capitalism*" décrit par Cain et Hopkins¹⁹ (1993).

Ces analyses ne sont pas restées sans réaction et des auteurs comme David Landes²⁰, Maxine Berg²¹ ou Pat Hudson (1992) se sont attachés à "réhabiliter" l'idée même de révolution industrielle en tant que rupture fondamentale. Cette dernière en particulier considère que "*les changements dans la croissance et la productivité ont été sous-estimés*", et que le cadre macroéconomique est de toute façon inadapté pour rendre compte des transformations liées à un événement multiforme comme la révolution industrielle. Celle-ci avait un dynamisme propre, un dynamisme avant tout "*industriel, urbain et commercial*". L'auteur reprend les thèses favorables au rôle du commerce extérieur, contre ce qu'elle appelle "la nouvelle orthodoxie" des cliométriciens qui tend à réduire l'impact des échanges internationaux. Globalement tout d'abord, elle constate que 35 % de la production industrielle était exporté vers la fin du XVIII^e siècle, ce qui est énorme et laisse à penser que sans les marchés extérieurs, l'industrie n'aurait pu se développer comme elle l'a fait. Ensuite, au niveau sectoriel et régional, les effets sont encore plus importants. Le Lancashire était dépendant du coton brut importé et des possibilités de vente de ses cotonnades à l'étranger : sans le commerce extérieur, il n'y aurait donc pas eu d'industrie du coton. Or celle-ci a été le fer de lance de la première révolution industrielle. De même, sans le commerce international, la sidérurgie aurait eu moins d'importance, l'industrie de la laine n'aurait pu croître de la même façon, et l'agriculture se serait développée moins vite. En effet, l'Angleterre, grâce à sa révolution agricole du début du siècle, exporte des grains vers l'Europe continentale jusque vers 1750. Pat Hudson conclut que même si la demande étrangère restait en valeur absolue moins importante que la demande intérieure, elle a eu néanmoins une importance considérable, vitale, pour de nombreux secteurs en pleine croissance et innovants. Comme Pollard, elle insiste également sur les aspects régionaux de la révolution industrielle :

¹⁸ Voir analyses et critiques de cet ouvrage par François Crouzet, 1995, *Journal of Economic History*, 55 (4), Dec, p. 908 à 913 ; et Malcolm Falkus, 1995, *Economic History Review*, 58(4) Nov, p. 823 à 825.

¹⁹ Cain P. J. et Hopkins A.G., 1993, "*Innovation and Expansion 1688-1914*", "*Crisis and Deconstruction 1914-1990*", *British Imperialism*, 2 t. Longman.

²⁰ Landes D., 1994, "What room for accident in history? Explaining big changes by small events", *Economic History Review*, 47(4).

²¹ Berg M. et Hudson P., 1992, "Rehabilitating the Industrial Revolution", *Economic History Review*, 45 (1).

"une perspective régionale est particulièrement importante pour examiner les causes et la dynamique du changement." Une très forte concentration géographique des nouvelles industries, phénomène totalement nouveau, caractérise l'industrialisation britannique aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Par la suite, lors de la deuxième révolution industrielle démarrant vers 1890, le rôle de l'électricité et des hydrocarbures, les progrès des transports et la circulation accrue des capitaux, vont permettre de réduire cette concentration. Mais au XVIII^{ème} siècle, les flux d'échanges, les marchés financiers, le rayon d'action des banques, les crises économiques, sociales et même politiques, ont des caractéristiques essentiellement locales. Les régions qui vont s'industrialiser sont celles où des ressources minières sont disponibles, où les infrastructures sont efficaces, où le commerce est actif et où des effets de liaisons sont à l'œuvre comme dans le Lancashire (Manchester-Liverpool), le Yorkshire (Leeds, Sheffield), les West Midlands (Birmingham), le Northumberland (Newcastle). Un autre aspect étudié par l'auteur est le rôle des changements dans les modes de consommation. Il s'agit là d'une nouvelle approche de la révolution industrielle, qui sera ensuite développée par Jan de Vries²². Celui-ci introduit le concept de "révolution industrielle", c'est-à-dire d'une *révolution des mentalités* caractérisée par un comportement différent devant le travail et sa "récompense": un accroissement sensible de l'offre de travail par rapport aux époques antérieures, lié à un accroissement de la demande des produits (voir aussi A. Peyrefitte²³). De Vries centre son analyse sur l'unité familiale dont les goûts ont changé dès le XVII^{ème} siècle, ce qui a induit une consommation accrue de biens acquis sur le marché, mais aussi "une réduction du temps de loisir, liée à l'accroissement de l'utilité marginale de la monnaie". La possibilité d'acheter des nouveaux biens introduits par les échanges internationaux, la révolution agricole, la proto-industrialisation, poussent les individus à travailler davantage. De Vries cite nombre d'auteurs de l'époque, Daniel Defoe, Arthur Young, David Hume, James Steuart, etc., qui notent une modification des comportements dans ce sens. Plus que de technologies nouvelles, la révolution industrielle est donc une affaire "de nouvelles offres de travail, de nouvelles aspirations et de nouvelles formes de comportement" qui annoncent la société de consommation.

Le livre de Pat Hudson est une analyse de la révolution industrielle dans ses aspects les plus neufs : outre le rôle du commerce extérieur, les nouvelles formes de consommation et la perspective régionale, abordés ci-dessus, l'auteur présente une historiographie très complète du phénomène dans un chapitre introductif. Sont également étudiés dans les chapitres successifs : la place de l'agriculture, l'importance de l'État, l'effet des changements démographiques, l'apparition de classes nouvelles et la transformation de l'activité économique des femmes.

²² De Vries J., 1994, "The Industrial Revolution and the Industrious Revolution", *Journal of Economic History*, 54(2), Juin.

²³ Peyrefitte A., 1995, "La société de confiance", Odile Jacob ; 1995, "Du 'miracle' en économie", Leçons au collège de France, Odile Jacob.

Les quelques ouvrages présentés ici permettent donc de résumer les nouvelles approches sur la révolution industrielle qui soulignent d'une part ses racines institutionnelles éloignées (North, Rosenberg/Birdzell et Heilbroner), et d'autre part ses caractéristiques *progressives* (Cameron et Floud/McCloskey) et plus régionales que nationales (Pollard et Hudson).

RÉFÉRENCES

- Cameron Rondo**, 1989, *"A Concise Economic History of the World, From Paleolithic Times to the Present"*, Oxford University Press, 2ème éd. : 1993 (trad. *"Histoire économique du monde"*, Larousse, 1991).
- Floud Roderick et McCloskey Donald**, ed., 1981, *"The Economic History of Britain since 1700"*, Cambridge University Press, 3 volumes, rééd. : 1994.
- Heilbroner Robert L.**, 1962, *"The Making of Economic Society"*, Prentice-Hall, 8ème éd. : 1989.
- Hudson Pat**, 1992, *"The Industrial Revolution"*, Edward Arnold.
- North Douglass C.**, 1981, *"Structure and Change in Economic History"*, W.W. Norton.
- North Douglass C.**, 1990, *"Institutions, Institutional Change and Economic Performance"*, Cambridge University Press.
- North Douglass C.**, 1992, *"Transaction Costs, Institutions and Economic Performance"*, ICS Press.
- North Douglass C.**, entretien dans Le Monde du 11 octobre 1994.
- Pollard Sidney**, 1981, *"Peaceful Conquest, the Industrialization of Europe 1760-1970"*, Oxford University Press.
- Rosenberg; N. et Birdzell L. E.**, 1986, *"How the West Grew Rich: The Economic Transformation of the Industrial World"*, Basic Books (trad. *"Comment l'Occident s'est enrichi"*, Fayard, 1989).